

Burundi : la société civile dénonce des crimes graves

Deutsche Welle, 26 avril 2023 Des organisations de la société civile font le point sur la situation pour marquer les huit ans du mouvement de contestation de 2015. Pour elles, le tableau est sombre. Au Burundi, il y a huit ans, le 26 avril 2015, débutait un mouvement citoyen de contestation contre le troisième mandat du président de l'époque, Pierre Nkurunziza. La répression de ce mouvement avait ensuite entraîné le pays dans un cycle de violences.

Depuis, le président Pierre Nkurunziza est décédé et c'est désormais Evariste Ndayishimiye qui dirige le pays. Si à son arrivée au pouvoir, la communauté internationale a salué une certaine ouverture politique, des cas de violations des droits de l'homme continuent toutefois d'être signalés au Burundi. "On se retrouve toujours dans l'impasse" Pour marquer les huit ans du mouvement de contestation de 2015, des organisations de la société civile ont publié un mémorandum. Janvier Bigirimana est juriste, coordinateur national de "Tournons la page Burundi" et secrétaire général du Focode, le Forum pour la conscience et le développement, une organisation de défense des droits humains qui enquête sur les disparitions forcées au Burundi. Il revient sur les atteintes aux droits de l'Homme dans son pays et affirme que la situation se dégrade. Carole Assignon